



National Defence

Défense nationale

National Defence Headquarters
Ottawa, Ontario
K1A 0K2

Quartier général de la Défense nationale
Ottawa (Ontario)
K1A 0K2

REQUEST FOR PROPOSAL DEMANDE DE PROPOSITION

RETURN BIDS TO: RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving – PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC
11 Laurier St. / 11 rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0B2 / Noyau 0B2
Gatineau
Québec
K1A 0S5

Proposal To: National Defence Canada

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods and services listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefore.

Proposition à : Défense nationale Canada

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens et services énumérés ici et sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Solicitation Closes – L'invitation prend fin

At – à : 14 :00 EDT

On - le : 06 / 05 / 2019

Title/Titre Multiple Victoria Class Spares / Plusieurs Pièces de Rechange de Classe Victoria	Solicitation No – N° de l'invitation W8482-195202/A
Date of Solicitation – Date de l'invitation 27-03-2019	
Address Enquiries to – Adresser toutes questions à Jeffrey.Milks@forces.gc.ca	
Telephone No. – N° de téléphone 819-939-3036	FAX No – N° de fax N/A
Destination Specified Herein / Précisé dans les présentes	

Instructions:

Municipal taxes are not applicable. Unless otherwise specified herein all prices quoted must include all applicable Canadian customs duties, GST/HST, excise taxes and are to be delivered Delivery Duty Paid including all delivery charges to destination(s) as indicated. The amount of the Goods and Services Tax/Harmonized Sales Tax is to be shown as a separate item.

Instructions: Les taxes municipales ne s'appliquent pas. Sauf indication contraire, les prix indiqués doivent comprendre les droits de douane canadiens, la TPS/TVH et la taxe d'accise. Les biens doivent être livrés « rendu droits acquittés », tous frais de livraison compris, à la ou aux destinations indiquées. Le montant de la taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée doit être indiqué séparément.

Delivery required - Livraison exigée	Delivery offered - Livraison proposée
Vendor Name and Address - Raison sociale et adresse du fournisseur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of vendor (type or print) - Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur (caractère d'imprimerie)	
Name/Nom _____	Title/Titre _____
Signature _____	Date _____

mars 2019

TABLE DES MATIÈRES

1.1	EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ.....	2
1.2	BESOIN	2
1.3	COMPTE RENDU	2
1.4	ACCORDS COMMERCIAUX	2
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES		2
2.1	INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	2
2.2	PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS	3
2.3	DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – EN PÉRIODE DE SOUMISSION.....	3
2.4	LOIS APPLICABLES	3
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS.....		4
3.1	INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS	4
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION		5
4.1	PROCÉDURES D'ÉVALUATION.....	5
4.2	MÉTHODE DE SÉLECTION	7
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES		7
5.1	ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC LA SOUMISSION	7
5.2	ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	8
PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT		8
6.1	EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ.....	8
6.2	BESOIN	9
6.3	CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	9
6.4	DURÉE DU CONTRAT	9
6.5	RESPONSABLES.....	10
6.6	PAIEMENT	11
6.7	ÉMBALLAGE.....	11
6.8	DURÉE DE CONSERVATION	12
6.9	ASSURANCE DE LA QUALITÉ	12
6.10	EXPÉDITION	14
6.11	PRODUITS ÉQUIVALENTS	16
6.12	INSTRUCTIONS RELATIVES À LA FACTURATION.....	17
6.13	ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	18
6.14	ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	19
6.15	CONTRAT DE DÉFENSE.....	19
ANNEXE « A » DE LA PARTIE 3 DE LA DEMANDE DE SOUMISSIONS.....		20
ANNEXE "B " DÉTAILS DES ARTICLES		21
ANNEXE "C " SOUMISSION PROPOSEE.....		22
ANNEXE "D " DÉTAILS D'ARTICLES SUPPLÉMENTAIRES		23
ANNEXE « E » IDENTIFICATION DES TOLES ET FEUILLES D'ACIER ET CERTIFICAT DE RAPPORT D'ESSAI DES LAMINOIRS		24

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Exigences relatives à la sécurité

1.1.1 Les attestations de sécurité ne sont pas exigées pour ce contrat.

1.2 Besoin

Les besoins sont détaillés dans Annexe "B", Détails de Linge

1.3 Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

1.4 Accords commerciaux

Aucun accord commercial ne s'applique.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le *[Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat)* (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document [2003](#) (2017-04-27) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante, incluant les modifications suivantes :

- a) Section 01, Dispositions relatives à l'intégrité, est retirée en son entièreté et remplacée par:
 - i. En soumettant une soumission, the soumissionnaire assure que celle-ci est conforme avec le *Code de conduite pour l'approvisionnement* (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/cndt-cndct/index-fra.html>) et accepte d'être liés à ses conditions. Le soumissionnaire assure aussi qu'elle est conforme avec les conditions de la section 18 *Règlement sur les marchés de l'État*, (SOR/87-402).
- b) Section 02, Numéro d'entreprise – approvisionnement est retirée en son entièreté.
- c) Section 05, Présentation des soumissions – Sous-section 2(d) est retirée et remplacée par:

Il appartient au soumissionnaire:

- a. de faire parvenir sa soumission uniquement à l'organisation qui reçoit les soumissions au Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada tel qu'indiqué à la page 1 de la demande de soumissions.
- d) Section 05, Présentation des soumissions – sous-section 3 est corrigé comme suit:
 - a. Retiré: soixante (60) jours
 - b. Inséré: quatre-vingt-dix (90) jours
- e) Section 20, Autres renseignements est retirée en son entièreté.

2.1.1 Clauses du *Guide des CCUA*

B1000T (2014-06-26) Condition du matériel - soumission

B3000T (2006-06-16) Produits équivalents

2.2 Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

2.3 Demandes de renseignements – en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins 7 jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.4 Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur Ontario, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

Les soumissionnaires qui ne soumettent pas une annexe C dûment remplie doivent fournir les renseignements indiqués à l'annexe C sur le modèle de leur entreprise.

Section I : Soumission technique (1 copie papier)

Section II : Soumission financière (1 copie papier)

Section III : Attestations (1 copie papier)

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

La date de livraison estimée doit apparaître dans la soumission technique.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les ministères organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement [Politique d'achats écologiques](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement: impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Section II : Soumission financière

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la base de paiement.

3.1.1 Paiement électronique de factures – soumission

Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter l'annexe « A » Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.

Si l'annexe « A » Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

3.1.2 Fluctuation du taux de change

[C3010T](#) (2014-11-27) Fluctuation du taux de change - Atténuation des risques

Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations et renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.

4.1.1 Évaluation technique

4.1.1.1 Critères techniques obligatoires

Numéro de pièce acceptable et NCAGE:

Article 1, NIBS : 3950, NNO : 99-5302203, Bearing, Outer Hull*

No de pièce : E8523/1, EEPO : K0107

No de pièce : E/8523 ITEM 1, EEPO : K0107

Article 2-3, NIBS : 5330, NNO : 99-9115116, Joint

No de pièce : JT22685-5, EEPO : U8616

Article 4-5, NIBS : 9515, NNO : 21-8578029, Tole Forte

No de pièce : CSA G40.21-M98 GRADE 260 WT, EEPO : 35860

Le soumissionnaire doit indiquer le Numéro d'identification de la pièce ainsi que le NCAGE/NSCN.

4.1.1.2 Produits équivalents

- (a) La présente demande de soumissions comprend des exigences relatives à la proposition de matériel (chaque élément constituant un article distinct) dont la marque, le numéro de nomenclature de l'OTAN (NNO) ou le numéro de pièce ont été précisés afin d'en assurer la compatibilité, l'interopérabilité et l'interchangeabilité avec le matériel existant appartenant au Canada.
- (b) Lorsque du matériel mentionné dans cette demande de soumissions est décrit par son NNO ou son numéro de pièce et que plus d'un numéro de pièce est associé à un même article visé

-
- par un NNO, l'équivalence sera déterminée par rapport au premier numéro de pièce indiqué pour ce NNO. Sauf mention contraire dans la présente demande de soumissions, les autres numéros de pièce énumérés sous ce NNO seront considérés comme satisfaisant à l'exigence sans nécessiter une évaluation à titre de produit équivalent.
- (c) Lorsque le matériel proposé est désigné par un numéro de pièce de rechange (produit remplacé ou obsolète) par le fabricant d'équipement d'origine d'un numéro de pièce figurant sous un article, il doit être évalué comme un produit équivalent en vertu du présent article pour être considéré comme satisfaisant à l'exigence.
- (d) Les produits dont la forme, le montage, la fonction et la qualité sont équivalents et qui sont entièrement compatibles, interchangeables et interopérables avec le matériel existant appartenant au Canada, comme décrit dans les liens Web susmentionnés pour chaque article, seront pris en considération si le soumissionnaire :
- (i) indique clairement la marque, le numéro de nomenclature de l'OTAN ou le numéro de pièce du produit équivalent proposé;
 - (ii) fournit les caractéristiques complètes et les documents techniques descriptifs pour chaque équivalent proposé;
 - (iii) fournit des preuves de la conformité du produit équivalent qu'il propose en démontrant que celui-ci respecte tous les critères de rendement obligatoires énoncés dans la présente demande de soumissions;
 - (iv) démontre que le matériel est entièrement compatible, interopérable et interchangeable avec les articles correspondants précisés dans la présente demande de soumissions;
 - (v) indique clairement les caractéristiques, les documents et les descriptions techniques qui démontrent l'équivalence du produit proposé.
- (e) Si la demande lui en est faite au cours de l'évaluation, le soumissionnaire doit fournir à l'autorité contractante un échantillon de l'équivalent proposé aux fins d'essai.
- (f) Si la demande lui en est faite au cours de l'évaluation, le soumissionnaire doit faire une démonstration du produit équivalent qu'il propose.
- (g) Les produits équivalents proposés seront jugés non recevables si :
- (i) la soumission ne contient pas tous les renseignements demandés par l'autorité contractante (dont les certificats) pour évaluer l'équivalence du produit proposé, y compris ceux qu'elle demande durant l'évaluation en complément de la soumission (remarque : il incombe aux soumissionnaires de fournir tous les renseignements demandés ci-dessus pour l'évaluation de l'équivalence; toutefois, il est entendu par tous les soumissionnaires que le gouvernement du Canada a le droit, sans avoir l'obligation, de demander les renseignements supplémentaires qu'il juge nécessaires pour trancher sur l'équivalence);
 - (ii) l'autorité contractante détermine que l'équivalent proposé ne satisfait pas aux exigences obligatoires précisées dans la présente demande de soumissions; ou
 - (iii) l'autorité contractante détermine que la forme, le montage, la fonction ou la qualité de

l'équivalent proposé n'équivaut pas aux articles mentionnés dans la demande de soumissions, ou que l'équivalent proposé n'est pas entièrement compatible, interopérable et interchangeable avec le matériel que possède déjà le gouvernement du Canada.

B3000T (2006-06-16) Produits équivalents

4.1.2 Évaluation financière

Clause du *Guide des CCUA* **A0222T** (2014-06-26) Évaluation du prix – *sousmissionnaires établis au Canada et à l'étranger*

4.2 Méthode de sélection

Clause du *Guide des CCUA* **A0272T** (2010-08-16), Méthode de sélection – Articles multiples

La soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation technique obligatoires pour être déclarée recevable. La recommandation pour l'attribution d'un contrat se fera en fonction de la soumission recevable la plus basse par article.

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada, peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fautive, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les soumissionnaires doivent présenter avec leur soumission, **s'il y a lieu**, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web [Intégrité – Formulaire de déclaration](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.1.2 Déclaration d'infractions

S'il y a lieu, conformément à de la sous-section Déclaration des infractions de la Section 01 des instructions standardisées, le soumissionnaire doit fournir un [Formulaire de déclaration pour](#)

[l'approvisionnement](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>) afin de pouvoir être pris en considération dans le processus d'approvisionnement.

5.1.3 Attestations additionnelles requises avec la soumission

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent

5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à l'article intitulé Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4) (<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4>).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment de l'attribution du contrat.

PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

6.1 Exigences relatives à la sécurité

6.1.1 Le contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

6.2 Besoin

6.2.1 L'entrepreneur doit fournir les articles décrits à l'annexe B, sous Détails de l'article.

6.2.2 Dispositions relatives à l'intégrité – Liste de noms

Les soumissionnaires constitués en personne morale, y compris ceux qui présentent une soumission à titre de coentreprise, doivent transmettre une liste complète des noms de tous les administrateurs.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission en tant que propriétaire unique, incluant ceux présentant une soumission comme coentreprise, doivent fournir le nom du ou des propriétaire(s).

Les soumissionnaires soumissionnant à titre de sociétés, de sociétés de personnes, d'entreprises ou d'associations de personnes ou d'entreprises n'ont pas à fournir de liste de noms.

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

6.2.3 Pour le NNO 21-8578029, toutes les exigences énoncées à l'annexe E doivent être satisfaites pour être jugées conformes.

6.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre, sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

6.3.1 Conditions générales

2010A (2016-04-04) Conditions générales - biens (complexité moyenne) Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

La définition de « Ministère » est modifiée comme suit :

« Canada », « Couronne », « Sa Majesté » ou « État » désigne Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux et toute autre personne dûment autorisée à agir au nom de ce ministre ou, s'il y a lieu, un ministre auquel le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux a délégué ses pouvoirs ou ses fonctions et toute autre personne dûment autorisée à agir au nom de ce ministre

6.4 Durée du contrat

6.4.1 Date de livraison

Tous les biens livrables doivent être reçus au plus tard à la date indiquée à l'annexe « B ».

Le MDN se réserve le droit de négocier la date de livraison avant ou après le 31 mars 2020.

6.4.2 Points de livraison

La livraison du besoin sera effectuée aux points de livraison identifiés à l'Annexe « B » du contrat.

6.5 Responsables

6.5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Nom : _____
Titre : Autorité Contractante
Département de Défense Nationale
Direction générale des approvisionnements
Direction : D Mar P 5
Adresse : 101 Colonel By Drive, Ottawa, Ontario, K1A 0K2
Courriel : _____

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée, par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou des instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

6.5.2 Responsable technique

Le responsable technique pour le contrat est :

Nom : _____
Titre : Responsable Technique
Département de Défense Nationale
Direction générale des approvisionnements
Direction : D Mar P 5
Adresse : 101 Colonel By Drive, Ottawa, Ontario, K1A 0K2
Courriel: _____

Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification de contrat émise par l'autorité contractante.

6.5.3 Représentant de l'entrepreneur

Le représentant de l'entrepreneur pour le contrat est :

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____
Téléphone : _____
Télécopieur : _____
Courriel : _____

6.6 Paiement

6.6.1 Base de paiement

[H1001C](#) (2008-05-12) Modalités de paiement – Paiement multiples

6.6.2 Limite de prix

Clause du *Guide des CCUA* [C6000C](#)(2011-05-16), Limite de prix

6.6.3 Clauses du *Guide des CCUA*

[C2605C](#) (2008-05-12) Droits de douane et taxes de vente du Canada - entrepreneur établi à l'étranger

[C2608C](#) (2015-02-25) Documentation des douanes canadiennes

[C2610C](#) (2007-11-30) Droits de douane - Ministère de la Défense nationale est l'importateur

[A9062C](#) (2011-05-16) Règlements concernant les emplacements des Forces canadiennes

[A9068C](#) (2010-01-11) Règlements concernant les emplacements du gouvernement

[D2000C](#) (2007-11-30) Marquage

[D0050C](#) (2007-05-25) Certificat d'utilisateur final

[D2001C](#) (2007-11-30) Etiquetage

[B7500C](#) (2006-06-16) Marchandises excédentaires

6.7 Emballage

[D3018C](#) (2014-09-25) Exigences en matière d'emballage selon la spécification D-LM-008-036/SF-000

L'entrepreneur doit préparer les articles 4 et 5 pour la livraison conformément à la dernière version de la spécification relative à l'emballage des Forces canadiennes D-LM-008-036/SF-000, Exigences du MDN en matière d'emballage commercial du fabricant.

L'entrepreneur doit emballer les articles 4 et 5 à raison d'un maximum de 100 unités par paquet.

ET

[D3016C](#) (2014-09-25) Préparation en vue de la livraison - la spécification relative à l'emballage des Forces canadiennes

L'entrepreneur doit préparer la livraison de l'article 1 conformément à la dernière édition de la spécification relative à l'emballage des Forces canadiennes D-LM-008-037/SF-000, Roulements (autres que les roulements pour instruments de précision).

ET

L'entrepreneur doit préparer la livraison des articles 2 et 3 conformément à la dernière édition de la spécification relative à l'emballage des Forces canadiennes D-LM-008-026/SF-001, Garnitures prédécoupées ou des joints d'étanchéité (caoutchouc naturel ou synthétique, liège, amiante ou cuir).

[D2025C](#) (2013-11-06) Matériaux d'emballage en bois

[D6010C](#) (2007-11-30) Palettisation

6.8 Durée de conservation

[D2015C](#) (2010-01-11) Marquage détaillé de l'emballage - semblables

L'entrepreneur doit s'assurer que les informations suivantes soient fournies en plus des marques d'identification requises sur l'emballage intérieur et extérieur des articles.

- (a) le nom du fabricant;
- (b) le numéro du dessin/numéro de pièce ;
- (c) le numéro de série ou de lot;
- (d) la date de vulcanisation des pièces en caoutchouc;
- (e) la date de fabrication;
- (f) la date d'expiration de la durée utile.

2. Ces marques d'identification doivent être placées et appliquées conformément à la spécification de marquage D-LM-008-002/SF-001 des Forces canadiennes.

[B1204C](#) (2011-05-16) Durée de conservation

L'entrepreneur doit s'assurer qu'il reste pour les articles 2 et 3 75 p. 100 de la durée de conservation autorisée selon la norme *ISO 2230* à la date de livraison au ministère de la Défense nationale.

La durée de conservation approuvée par le MDN pour les articles des lignes 2 et 3 est actuellement considérée à 84 mois.

6.9 Assurance de la qualité

[A1009C](#) (2008-05-12) Accès aux lieux d'exécution des travaux

Les représentants autorisés du Canada doivent avoir accès, en tout temps pendant les heures de travail, à tout établissement où toute partie des travaux est réalisée, afin d'effectuer les vérifications et les essais relatifs aux travaux qu'ils jugent à propos.

[D5545C](#) (2010-08-16) ISO 9001:2008 Systèmes de management de la qualité - Exigences (code de l'assurance de la qualité C) pour articles 4 et 5.

ET

D5540C (2010-08-16) ISO 9001:2008 Systèmes de management de la qualité - Exigences (code de l'assurance de la qualité Q) pour articles 1, 2 et 3.

D5510C (2017-08-17) Autorité de l'assurance de la qualité (Ministère de la Défense nationale) - entrepreneur établi au Canada

OU

D5515C (2010-01-11) Autorité de l'assurance de la qualité (Ministère de la Défense nationale) - entrepreneur établi à l'étranger et aux États-Unis

D5604C (2008-12-12) Documents de sortie (Ministère de la Défense nationale) - entrepreneur établi à l'étranger

OU

D5605C (2010-01-11) Documents de sortie (Ministère de la Défense nationale) - entrepreneur établi aux États-Unis

OU

D5606C (2012-07-16) Documents de sortie (Ministère de la Défense nationale) - entrepreneur établi au Canada

Certificat de conformité du fabricant: L'entrepreneur est avisé, pour que ses livraisons soient acceptées et correctement acquittées, le certificat de conformité du fabricant doit accompagner l'envoi et être signé par une personne dûment autorisée par le fabricant de l'équipement. En plus de la signature, le nom doit être écrit en lettres majuscules à côté ou au-dessous de la signature.

D5620C (2012-07-16) Release Documents – Distribution

L'entrepreneur doit remplir les documents de sortie dans un format électronique en vigueur et les distribuer comme suit ;

- a. Une (1) copie envoyée par la poste au destinataire avec la mention : « À l'attention de l'agent de réception »;
- b. Deux (2) copies avec l'envoi au destinataire, dans une enveloppe imperméable à l'eau;
- c. Une (1) copie à l'autorité contractante;
- d. Une (1) copie au

Quartier général de la Défense nationale
Édifice Mgén George R. Pearkes
101, promenade Colonel By
Ottawa (ON) K1A OK2
À l'attention de : _____

- e. Une (1) copie au représentant de l'assurance de la qualité;
- f. Une (1) copie à l'entrepreneur; et
- a. Pour les entrepreneurs non-canadiens, une (1) copie au

DAQ/Administration des contrats
Quartier général de la Défense nationale
Édifice Mgén George R. Pearkes
101, promenade Colonel By
Ottawa (ON) K1A OK2

E-mail: ContractAdmin.DQA@forces.gc.ca.

COPIER À: DO Mar 5-4-2-8

6.10 Expédition

D0037C (2015-02-25) Expédition au Canada (MDN) Livraison au point d'origine

1. La livraison doit s'effectuer FCA franco transporteur _____ selon les Incoterms 2000. L'entrepreneur doit charger les biens dans les véhicules de l'entreprise de transport désigné par le ministère de la Défense nationale (MDN). Le Canada est responsable par la suite du transport des biens, du point de livraison jusqu'au destinataire

2. Avant l'expédition des biens, l'entrepreneur doit aviser la personne-ressource ci-dessous en matière de logistique intégrée du MDN par téléphone, télécopieur ou courriel afin d'arranger l'expédition et fournir l'information détaillée à l'article 3.

Centre de coordination de la Logistique intégrée (CCLI)

Téléphone : 1-877-877-7423 (sans frais)

Télécopieur : 1-877-877-7409 (sans frais)

E-mail: ilhqottawa@forces.gc.ca

3. Lors de la préparation de l'expédition, l'entrepreneur doit fournir les renseignements suivants à la personne-ressource en matière de logistique intégrée du MDN :

- (a) le numéro du contrat;
- (b) l'adresse du destinataire (pour les adresses multiples, les articles doivent être emballés et étiquetés séparément, et chaque article doit porter l'adresse du destinataire);
- (c) la description de chaque article;
- (d) le nombre de pièces et le type d'emballage (par ex. boîtes, caisses à claire-voie, fûts, palettes);
- (e) le poids et les dimensions réels de chaque pièce, y compris le poids brut;
- (f) les détails complets sur les matières dangereuses selon les exigences du mode de transport applicable et les certificats nécessaires à l'expédition dûment signés, en vertu des dispositions du Code maritime international des marchandises dangereuses, du Règlement de l'Association du transport aérien international ou du Règlement sur le transport des marchandises dangereuses du Canada, ainsi qu'une copie de la fiche signalétique.

4. Après avoir reçu ces éléments d'information, le Canada fournira à l'entrepreneur des instructions pertinentes relatives à l'expédition, notamment l'obligation d'utiliser des étiquettes particulières portant l'adresse du destinataire ou d'inscrire sur chaque pièce un numéro de contrôle pour le transport.

5. L'entrepreneur ne doit en aucun cas expédier des biens avant d'avoir reçu au préalable les instructions d'expédition de la personne-ressource en matière de logistique intégrée du MDN.

6. Si l'entrepreneur livre les biens à un endroit et à une date non conformes aux instructions de livraison ou s'il ne respecte pas les instructions raisonnables de livraison fournies par le Canada, il devra alors rembourser à ce dernier tous les suppléments de frais et de coûts engagés.

7. Si la livraison des biens est reportée du fait des retards occasionnés par le Canada, la propriété sur les biens ainsi que les risques encourus doivent être transférés au Canada après un délai de trente (30) jours suivant la date à laquelle le Canada ou son transitaire désigné aura reçu une demande d'expédition en bonne et due forme ou trente (30) jours suivant la date de livraison spécifiée dans le contrat, le délai le plus long étant retenu.

OU

D0035C (2010-01-11) Expédition de l'étranger (MDN)

1. La livraison doit s'effectuer FCA franco transporteur _____ selon les Incoterms 2000. L'entrepreneur doit charger les biens dans les véhicules de l'entreprise de transport désigné par le ministère de la Défense nationale (MDN). Le Canada est responsable par la suite du transport des biens, du point de livraison jusqu'au destinataire.

2. Avant l'expédition des biens, l'entrepreneur doit aviser la personne-ressource ci-dessous en matière de logistique intégrée du MDN par téléphone, télécopieur ou courriel afin d'arranger l'expédition et fournir l'information détaillée à l'article 3.

Centre de coordination de la Logistique intégrée (CCLI):

Téléphone : 1-877-447-7701 (sans frais)

Télécopieur : 1-877-877-7409 (sans frais)

Courriel : ILHQottawa@forces.gc.ca

OU

Logistique intégrée du Royaume Uni (LIRU) :

Téléphone : 011 44 1494 795668,

011 44 1494 795669,

011 44 1494 795670

Télécopieur : 011 44 1494 795784

Courriel : DawsHillMovement@forces.gc.ca

De plus, l'entrepreneur doit envoyer à la personne-ressource en logistique intégrée du MDN le formulaire « Shipping Advice and Export Certificate », dûment complété, disponible sur le site Web : http://www.cfsue.de/dawshill/docs/shipping_advice.doc (disponible en anglais seulement / disponible en format .DOC seulement) ou en communiquant par courriel à : DawsHillMovement@forces.gc.ca.

Les articles excédant 600 livres sterling (GPB) exportés du Royaume-Uni et de l'Irlande devront être dûment dédouanés selon les nouveaux systèmes britanniques d'exportation et de tarifs douaniers « Her Majesty's Customs & Excise (HMCE) New Export Systems (NES) ». L'entrepreneur doit respecter les exigences de « HMCE » en s'enregistrant auprès de cette organisation ou en laissant le soin à un transitaire d'assurer l'entrée des envois au Canada. Une copie imprimée de la section « Export Declaration » dans les « NES », indiquant clairement le numéro « Declaration Unique Consignment Reference Number », doit être fournie par l'entrepreneur et jointe à l'envoi. Il incombe à l'entrepreneur de s'assurer que cette procédure est exécutée pour tous les fournisseurs, qu'il s'agisse d'exportation d'articles d'achat initial ou d'articles de réparation et de révision. Au cas où cette procédure n'est PAS suivie de façon intégrale et convenable, « HMCE » donnera l'ordre à l'Unité de soutien des Forces canadiennes (Europe) de ne pas expédier les biens tant que « HMCE » n'est pas reçu toute la documentation requise.

OU

Logistique intégrée de l'Europe (LIE) :

Téléphone : +49-(0)-2451-910625

Télécopieur : +49-(0)-2451-910626

Courriel : CFSUEMovement@forces.gc.ca

3. Lors de la préparation de l'expédition, l'entrepreneur doit fournir les renseignements suivants à la personne-ressource en matière de logistique intégrée du MDN :

- a) le numéro du contrat;
- b) l'adresse du destinataire (pour les adresses multiples, les articles doivent être emballés et étiquetés séparément, et chaque article doit porter l'adresse du destinataire);
- c) la description de chaque article;
- d) le nombre de pièces et le type d'emballage (par ex. boîtes, caisses à claire-voie, fûts, palettes);
- e) le poids et les dimensions réels de chaque pièce, y compris le poids brut;
- f) un exemplaire de la facture commerciale (se reporter à l'article 4 de la clause C2608C du guide des CCUA) ou un exemplaire de la facture des douanes canadiennes;
- g) le numéro tarifaire harmonisé/à l'exportation (aux États-Unis, le tarif à l'exportation est appelé généralement « Schedule B » et est disponible aux adresses suivantes :
<http://www.customs.ustras.gov/xp/cgov/export> (disponible en anglais seulement) ou
<http://www.census.gov/foreign-trade/schedules/b/index.html>); (disponible en anglais seulement)
- h) le certificat d'origine de l'ALENA (se reporter à l'article 2 de la clause C2608C du guide des CCUA), applicable seulement aux États-Unis et au Mexique);

4. Après avoir reçu ces éléments d'information, le Canada fournira à l'entrepreneur des instructions pertinentes relatives à l'expédition, notamment l'obligation d'utiliser des étiquettes particulières portant l'adresse du destinataire ou d'inscrire sur chaque pièce un numéro de contrôle pour le transport, ainsi que des instructions portant sur les documents douaniers.

5. L'entrepreneur ne doit en aucun cas expédier des biens sans avoir reçu au préalable les instructions d'expédition de la personne-ressource en matière de logistique intégrée du MDN.

6. Si l'entrepreneur livre les biens à un endroit et à une date non conformes aux instructions de livraison ou s'il ne respecte pas les instructions raisonnables de livraison fournies par le Canada, il devra alors rembourser à ce dernier tous les suppléments de frais et de coûts engagés.

7. Si la livraison des biens est reportée du fait des retards occasionnés par le Canada, la propriété sur les biens ainsi que les risques encourus doivent être transférés au Canada après un délai de trente (30) jours suivant la date à laquelle le Canada ou son transitaire désigné aura reçu une demande d'expédition en bonne et due forme ou trente (30) jours suivant la date de livraison spécifiée dans le contrat, le délai le plus long étant retenu.

6.11 Produits Equivalents

6.11.1 Équivalence du matériel

- a) L'entrepreneur garantit que le matériel livré dans le cadre du contrat :
 - a. équivaut, sur le plan de la forme, de l'ajustement, de la fonction, de la qualité et du rendement, au matériel demandé par le Canada et décrit dans la demande de soumissions donnant lieu à ce contrat;
 - b. a reçu une autorisation de navigabilité technique dans le cadre du processus de certification de navigabilité technique et que le fabricant d'équipement d'origine a été certifié en tant qu'entreprise de fabrication acceptable, conformément au Manuel de navigabilité technique (code IDDN C-05-005-001/AG-001) et au Manuel des procédés techniques de la Division de la gestion du programme d'équipement aérospatial (code IDDN C-05-005-P12/AM-001), si le MDN exige que cela soit

- précisé dans la documentation soumise par l'entrepreneur pour l'obtention du contrat;
- c. est entièrement compatible, interchangeable et interopérable avec le matériel existant appartenant au Canada et décrit dans la demande de soumissions donnant lieu au contrat.
- b) L'entrepreneur déclare également que toute garantie obtenue auprès d'un tiers pour le matériel existant appartenant au Canada et décrit dans la demande de soumissions ne sera pas touchée par l'utilisation que fait celui-ci du matériel qui lui est livré en vertu du contrat (p. ex., par l'interconnexion) ni par tout autre service fourni par l'entrepreneur en vertu du contrat. Si le Canada détermine, à sa seule discrétion, qu'une telle garantie est touchée, l'entrepreneur doit :
- a. verser au Canada la somme que celui-ci doit verser au fournisseur initial (ou à un distributeur autorisé de ce fournisseur) afin de certifier de nouveau le matériel existant du Canada aux fins de la garantie, ainsi que tout autre montant versé par le Canada à un tiers afin de restituer l'état de la garantie à sa pleine capacité;
- b. effectuer tous les travaux de garantie sur le matériel existant du Canada au lieu du fournisseur initial; ou
- c. verser au Canada la somme que celui-ci doit verser au fournisseur initial (ou à un distributeur autorisé de ce fournisseur) pour effectuer les travaux de maintenance sur le matériel qui aurait autrement été protégé par la garantie.
- c) L'entrepreneur convient que si le Canada, pendant la durée du contrat, détermine qu'une partie du matériel n'équivaut pas, sur le plan de la forme, de l'ajustement, de la fonction, de la qualité et du rendement, au matériel existant appartenant au Canada et décrit dans la demande de soumissions ou qu'il n'est pas entièrement compatible, interchangeable et interopérable avec le matériel existant appartenant au Canada et décrit dans la demande de soumissions, l'entrepreneur doit immédiatement et entièrement à ses frais prendre les mesures qui s'imposent pour s'assurer que le matériel satisfait à ces exigences (par exemple, en implantant un autre logiciel ou micrologiciel), faute de quoi le Canada aura le droit de résilier immédiatement le contrat pour manquement. Si le Canada résilie le contrat pour ce motif, l'entrepreneur convient qu'il devra lui payer le coût d'achat du matériel auprès d'un tiers et la différence, s'il y a lieu, du prix payé par le Canada à ce tiers. L'entrepreneur reconnaît qu'à défaut de livrer un matériel équivalent qui satisfait aux exigences susmentionnées, lui, ses filiales et toute autre entité avec qui il a un lien de dépendance ne pourraient pas proposer une solution de remplacement équivalente en réponse à une future demande de soumissions du MDN. En effet, ce comportement passé constituerait pour le Canada la preuve tangible que l'entité n'est pas fiable, et sa soumission équivalente serait alors rejetée conformément aux instructions uniformisées du Canada pour les besoins exigeant des offres concurrentielles

6.12 Instructions relatives à la facturation

H5001C (2008-12-12) Instructions relatives à la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

Les factures doivent être soumises par l'entrepreneur et doivent inclure les éléments suivants ;

- a) La date

- b) Le nom et l'adresse du
- c) Le numéro d'item, la quantité, le numéro de pièce, le numéro de référence et une description
- d) Le numéro du contrat

2. Les factures doivent être distribuées comme suit :

- a. L'original et une (1) copie doit être envoyée au destinataire pour la certification et de paiement.

Department of National Defence
Maritime Forces Atlantic
Accts Payable Bldg. S-90, Room 334
2686 Sextant Lane, Stadacona
PO Box 99000 Stn Forces
Halifax, NS B3K 5X5
Canada

ET

Department of National Defence
Base Logistics Officer
CFB Esquimalt
STN Forces, P.O. Box 17000
Victoria, BC V9A 7N2
Canada

- b. Un (1) exemplaire doit être envoyé à :

Department of National Defence
101 Colonel By Drive
Ottawa, Ontario K1A 0K2
Attention: DO MAR 5-4-2-8

- c. Un (1) exemplaire doit être envoyé au consignataire.

6.12.1 Rajustement relatif à la fluctuation du taux de change

C3015C (2014-11-27) - Rajustement relatif à la fluctuation du taux de change

6.13 Attestations et renseignements supplémentaires

6.13.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ou préalablement à l'attribution du contrat, ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions du contrat et leur non-respect constituera un manquement de la part de l'entrepreneur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat.

6.14 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur ladite liste.

- (a) Le contrat du MDN;
- (b) [2010A](#) (2016-04-04) Conditions générales - biens (Complexité moyenne);
- (c) La soumission de l'entrepreneur en date du _____, clarifiée le _____.

6.15 Contrat de défense

Clause du *Guide des CCUA* [A9006C](#) (2012-07-16) Contrat de défense

ANNEXE « A » de la PARTIE 3 de la DEMANDE DE SOUMISSIONS

INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

Le soumissionnaire accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- Dépôt direct (national et international) ;
- Échange de données informatisées (EDI) ;
- Virement télégraphique (international seulement) ;

W8482-195202/A ANNEX B - For procurement Officer to complete (DND's requirement)

Item / Article	Item Details/ Détails de l'article	Unit of Issue / Unité de distribution	Quantity / Quantité	Deliver Code and Invoice Code/ Codes de livraison et de facturation	Security Requirement / Besoin de Sécurité	Quality Assurance Code (QAC) / Code de l'Assurance de la Qualité	SOQR Required	Controlled Goods (CTAT or ITAR) / Marchandises Contrôlées (ATTC ou ITAR)	Trade Agreements / Accords commerciaux
1	NSN/NNO 3950-99-530-2203 Item/Article: BEARING, OUTER HULL PN/N Z/E8523/1 NCAGE/EEPO K0107 MANUFACTURER / FABRICANT MACTAGGART SCOTT & CO LTD PN/N Z/E8523 ITEM 1 NCAGE/EEPO K0107 MANUFACTURER / FABRICANT MACTAGGART SCOTT & CO LTD Or equivalent / Ou Equivalent	EA / CH	2	CFB Esquimalt Delivery Code 002E Invoice Code W0103	NO / NON	Q	No/Non	No/Non	Yes/Oui
2	NSN/NNO 5330-99-911-9115 Item/Article: GASKET / JOINT PN/N JT22685-5 NCAGE/EEPO U8616 MANUFACTURER / FABRICANT JAMES WALKER & CO LTD Or equivalent / Ou Equivalent	EA / CH	6	CFB Esquimalt Delivery Code 002E Invoice Code W0103	NO / NON	Q	No/Non	No/Non	Yes/Oui
3	NSN/NNO 5330-99-911-9115 Item/Article: GASKET / JOINT PN/N JT22685-5 NCAGE/EEPO U8616 MANUFACTURER / FABRICANT JAMES WALKER & CO LTD Or equivalent / Ou Equivalent	EA / CH	5	CFB Halifax Delivery Code 007X Invoice Code W010B	NO / NON	Q	No/Non	No/Non	Yes/Oui
4	NSN/NNO 9515-21-857-8029 Item/Article: PLATE, METAL / TOLE FORTE PN/N CSA G40.21-M98 GRADE 260 WT NCAGE/EEPO 35860 MANUFACTURER / FABRICANT CANADIAN STANDARDS ASSN Or equivalent / Ou Equivalent	PM	2	CFB Esquimalt Delivery Code 002E Invoice Code W0103	NO / NON	C	No/Non	No/Non	No/Non
5	NSN/NNO 9515-21-857-8029 Item/Article: PLATE, METAL / TOLE FORTE PN/N CSA G40.21-M98 GRADE 260 WT NCAGE/EEPO 35860 MANUFACTURER / FABRICANT CANADIAN STANDARDS ASSN Or equivalent / Ou Equivalent	PM	2	CFB Halifax Delivery Code 007X Invoice Code W010B	NO / NON	C	No/Non	No/Non	No/Non

NOTE: To receive the Excel Format of this Annex, please contact me at Jeffrey.Milks@forces.gc.ca

REMARQUE: Pour recevoir le format Excel de cette annexe, veuillez communiquer avec moi à l'adresse suivante: Jeffrey.Milks@forces.gc.ca

W8482-195202/A - ANNEX C

Line/Ligne	Item Details/ Détails de l'article	Unit of Issue/ Unité de distribution	Quantity/ Quantité	Delivery and Invoice Codes / Codes de livraison et de facturation	Delivey Date / Date de Livraison	Firm Unit Price/ Prix unitaire ferme **Please clearly specify currency** **S'il vous plaît confirmer la devise** (Applicable taxes extra/ Les taxes applicables sont en sus)
1	NSN/NNO: Item Description/ DESCRIPTION DE L'ARTICLE: PN/NdP: NCAGE/EEPO: Manufacturer Name/ Nom de Fabricant:	EA/CH	2	CFB ESQUIMALT Delivery Code 002E Invoice Code W0103	DD-MM-YYYY JJ-MM-AAAA	\$0.00
2	NSN/NNO: Item Description/ DESCRIPTION DE L'ARTICLE: PN/NdP: NCAGE/EEPO: Manufacturer Name/ Nom de Fabricant:	EA/CH	6	CFB ESQUIMALT Delivery Code 002E Invoice Code W0103	DD-MM-YYYY JJ-MM-AAAA	\$0.00
3	NSN/NNO: Item Description/ DESCRIPTION DE L'ARTICLE: PN/NdP: NCAGE/EEPO: Manufacturer Name/ Nom de Fabricant:	EA/CH	5	CFB HALIFAX Delivery Code 007X Invoice Code W010B	DD-MM-YYYY JJ-MM-AAAA	\$0.00
4	NSN/NNO: Item Description/ DESCRIPTION DE L'ARTICLE: PN/NdP: NCAGE/EEPO: Manufacturer Name/ Nom de Fabricant:	EA/CH	2	CFB ESQUIMALT Delivery Code 002E Invoice Code W0103	DD-MM-YYYY JJ-MM-AAAA	\$0.00
5	NSN/NNO: Item Description/ DESCRIPTION DE L'ARTICLE: PN/NdP: NCAGE/EEPO: Manufacturer Name/ Nom de Fabricant:	EA/CH	2	CFB HALIFAX Delivery Code 007X Invoice Code W010B	DD-MM-YYYY JJ-MM-AAAA	\$0.00

ANNEXE "D " DÉTAILS D'ARTICLES SUPPLÉMENTAIRES

NSN/NNO	DESCRIPTION																				
3950-99-530-2203	N/A																				
5330-99-911-5116	<table border="1"> <thead> <tr> <th>Caractéristique</th> <th>Réponses</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>MATIERE</td> <td>CAOUTCHOUC</td> </tr> <tr> <td>DOCUMENT ET CLASSIFICATION DE LA MATIERE</td> <td>ADSPEC 1049 COMPOUND BA (H) 4 CATALOGUE FABRICANT MATIERE UNIQUE</td> </tr> <tr> <td>DURETE</td> <td>61.0 ECHELLE EN DEGRES INTERNATIONAUX DE DURETE DU CAOUTCHOUC MINIMAL ET 70.0 ECHELLE EN DEGRES INTERNATIONAUX DE DURETE DU CAOUTCHOUC MAXIMAL</td> </tr> <tr> <td>MODELE DE SECTION DROITE</td> <td>MATERIAU NON METALLIQUE UNI QUE OU COMPOSE</td> </tr> <tr> <td>EPAISSEUR DE LA SECTION DROITE</td> <td>6.50 MILLIMETRES NOMINAL</td> </tr> <tr> <td>DESIGNATION DU MODELE</td> <td>CIRCULAIRE</td> </tr> <tr> <td>DIAMETRE EXTERIEUR</td> <td>320.00 MILLIMETRES NOMINAL</td> </tr> <tr> <td>DIAMETRE DE L'OUVERTURE/ SECTION DE PASSAGE</td> <td>230.00 MILLIMETRES NOMINAL</td> </tr> </tbody> </table>	Caractéristique	Réponses	MATIERE	CAOUTCHOUC	DOCUMENT ET CLASSIFICATION DE LA MATIERE	ADSPEC 1049 COMPOUND BA (H) 4 CATALOGUE FABRICANT MATIERE UNIQUE	DURETE	61.0 ECHELLE EN DEGRES INTERNATIONAUX DE DURETE DU CAOUTCHOUC MINIMAL ET 70.0 ECHELLE EN DEGRES INTERNATIONAUX DE DURETE DU CAOUTCHOUC MAXIMAL	MODELE DE SECTION DROITE	MATERIAU NON METALLIQUE UNI QUE OU COMPOSE	EPAISSEUR DE LA SECTION DROITE	6.50 MILLIMETRES NOMINAL	DESIGNATION DU MODELE	CIRCULAIRE	DIAMETRE EXTERIEUR	320.00 MILLIMETRES NOMINAL	DIAMETRE DE L'OUVERTURE/ SECTION DE PASSAGE	230.00 MILLIMETRES NOMINAL		
Caractéristique	Réponses																				
MATIERE	CAOUTCHOUC																				
DOCUMENT ET CLASSIFICATION DE LA MATIERE	ADSPEC 1049 COMPOUND BA (H) 4 CATALOGUE FABRICANT MATIERE UNIQUE																				
DURETE	61.0 ECHELLE EN DEGRES INTERNATIONAUX DE DURETE DU CAOUTCHOUC MINIMAL ET 70.0 ECHELLE EN DEGRES INTERNATIONAUX DE DURETE DU CAOUTCHOUC MAXIMAL																				
MODELE DE SECTION DROITE	MATERIAU NON METALLIQUE UNI QUE OU COMPOSE																				
EPAISSEUR DE LA SECTION DROITE	6.50 MILLIMETRES NOMINAL																				
DESIGNATION DU MODELE	CIRCULAIRE																				
DIAMETRE EXTERIEUR	320.00 MILLIMETRES NOMINAL																				
DIAMETRE DE L'OUVERTURE/ SECTION DE PASSAGE	230.00 MILLIMETRES NOMINAL																				
9515-21-857-8029	<table border="1"> <thead> <tr> <th>Caractéristique</th> <th>Réponses</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>MATIÈRE</td> <td>ACIER AU CARBONE</td> </tr> <tr> <td>MODE DE FABRICATION</td> <td>TOUT CONVIENT</td> </tr> <tr> <td>LONGUEUR</td> <td>20,0 PI NOMINAL</td> </tr> <tr> <td>LARGEUR</td> <td>96,0 PO NOMINAL</td> </tr> <tr> <td>ÉPAISSEUR DE LA SECTION DROITE</td> <td>1,0 PO NOMINAL</td> </tr> <tr> <td>MASSE PAR UNITÉ DE MESURE</td> <td>40,8 LB/PI²</td> </tr> <tr> <td>CARACTÉRISTIQUES SPÉCIALES</td> <td>CARBONE ÉQUIVALENT À 0,46 % MAXIMUM CHARPY CATÉGORIE 5 (SUPÉRIEUR OU ÉGAL À) INCIDENCE GARANTIE, 28,000 LB/PI À -40 DEGRÉS CELSIUS; NETTOYAGE AU JET OU DÉCAPAGE DE FINITION; SURFACE PEINTE EXACTEMENT TEL QU'INDIQUÉ DANS LA CLAUSE SPÉCIALE; MARQUAGE CONFORME À LA NORME FÉDÉRALE 183</td> </tr> <tr> <td>DONNÉES DE NORME OU DE SPÉCIFICATION</td> <td>35860-CSA G40.21-M98, CATÉGORIE 260 WT, NORME D'ASSOCIATION PROFESSIONNELLE/INDUSTRIELLE</td> </tr> <tr> <td>DIFFÉRENCIATION AVEC LA RÉFÉRENCE DU FABRICANT</td> <td>TEL QUE DIFFÉRENCIÉ PAR LES DONNÉES DESCRIPTIVES</td> </tr> </tbody> </table>	Caractéristique	Réponses	MATIÈRE	ACIER AU CARBONE	MODE DE FABRICATION	TOUT CONVIENT	LONGUEUR	20,0 PI NOMINAL	LARGEUR	96,0 PO NOMINAL	ÉPAISSEUR DE LA SECTION DROITE	1,0 PO NOMINAL	MASSE PAR UNITÉ DE MESURE	40,8 LB/PI ²	CARACTÉRISTIQUES SPÉCIALES	CARBONE ÉQUIVALENT À 0,46 % MAXIMUM CHARPY CATÉGORIE 5 (SUPÉRIEUR OU ÉGAL À) INCIDENCE GARANTIE, 28,000 LB/PI À -40 DEGRÉS CELSIUS; NETTOYAGE AU JET OU DÉCAPAGE DE FINITION; SURFACE PEINTE EXACTEMENT TEL QU'INDIQUÉ DANS LA CLAUSE SPÉCIALE; MARQUAGE CONFORME À LA NORME FÉDÉRALE 183	DONNÉES DE NORME OU DE SPÉCIFICATION	35860-CSA G40.21-M98, CATÉGORIE 260 WT, NORME D'ASSOCIATION PROFESSIONNELLE/INDUSTRIELLE	DIFFÉRENCIATION AVEC LA RÉFÉRENCE DU FABRICANT	TEL QUE DIFFÉRENCIÉ PAR LES DONNÉES DESCRIPTIVES
Caractéristique	Réponses																				
MATIÈRE	ACIER AU CARBONE																				
MODE DE FABRICATION	TOUT CONVIENT																				
LONGUEUR	20,0 PI NOMINAL																				
LARGEUR	96,0 PO NOMINAL																				
ÉPAISSEUR DE LA SECTION DROITE	1,0 PO NOMINAL																				
MASSE PAR UNITÉ DE MESURE	40,8 LB/PI ²																				
CARACTÉRISTIQUES SPÉCIALES	CARBONE ÉQUIVALENT À 0,46 % MAXIMUM CHARPY CATÉGORIE 5 (SUPÉRIEUR OU ÉGAL À) INCIDENCE GARANTIE, 28,000 LB/PI À -40 DEGRÉS CELSIUS; NETTOYAGE AU JET OU DÉCAPAGE DE FINITION; SURFACE PEINTE EXACTEMENT TEL QU'INDIQUÉ DANS LA CLAUSE SPÉCIALE; MARQUAGE CONFORME À LA NORME FÉDÉRALE 183																				
DONNÉES DE NORME OU DE SPÉCIFICATION	35860-CSA G40.21-M98, CATÉGORIE 260 WT, NORME D'ASSOCIATION PROFESSIONNELLE/INDUSTRIELLE																				
DIFFÉRENCIATION AVEC LA RÉFÉRENCE DU FABRICANT	TEL QUE DIFFÉRENCIÉ PAR LES DONNÉES DESCRIPTIVES																				

ANNEXE « E » IDENTIFICATION DES TOLES ET FEUILLES D'ACIER ET CERTIFICAT DE RAPPORT D'ESSAI DES LAMINOIRS

Pour NNO 21-8578029

**IDENTIFICATION DES TOLES ET FEUILLES D'ACIER ET
CERTIFICAT DE RAPPORT D'ESSAI DES LAMINOIRS**

PEINTURE DE CONSERVATION.

Préparation de la surface pour chaque tôle ou feuille doivent être en conformité avec NACE SSPC-SP-10 avec un profile de 50 à 75 microns.

Appliquer une couche de International Intershield 300 HS de 125-150 microns, couleur aluminium.

INSCRIPTIONS D'IDENTIFICATION

L'article (s) doivent être marqués selon la dernière version de SAE AMS2807

1. Chaque tôle et feuille d'acier seront marqués selon SAE AMS2807 dans des rangées constamment se reproduisant à des intervalles pas plus que 3 pieds, les impressions dans les rangées adjacentes seront alternativement décalés et pas moins de 2 rangées plus que 24 à 48 pouces et ou 3 rangées plus de 48 pouces dans toute la longueur du produit. Les inscriptions seront lisibles et d'une couleur indiquée par SAE-AMS-STD 595A.

2. Les tôles et feuilles d'acier seront identifiés avec l'information suivante;
 - A. NNO
 - B. Le nom ou la marque déposée du producteur du produit qui effectue l'opération de traitement ou de finissage finale du produit.
 - C. Numéro d'essai des Laminoirs, et
 - D. Numéro du contrat et numéro de l'article.
 - E. Dimension des feuilles d'acier.

CERTIFICATS:

Une copie du certificat d'essai des Laminoirs pour chaque tôles ou feuilles d'acier montrant le numéro de contrat et d'article sera fournie et expédiée à ;

Att; DSPN 3-6-8 Louis ST- Laurent Bldg.
National Defence Headquarters,
Mgen. George R. Pearkes Bldg.
101 Colonel By Drive
Ottawa, Ont, K1A-0K2